TB1

**Sujet 6 – TD**

En fait, et cet ouvrage l’attestera, le mensonge agit *d’abord* comme lubrifiant social. Le mensonge entre *nécessairement* dans la composition du ciment, psychologique et idéologique, qui maintient l’équilibre social. La société capte du mensonge, digère du mensonge et produit du mensonge. Il est utilisé à cette fin par tout le monde (son impunité est donc consensuelle), même ceux qui sont *contre*. Il est, contrairement à toutes les autres formes de crime ou de transgression, l’un des éléments constitutifs de toute sociabilité. La cruauté déstabilisatrice du vrai se prête mal au maintien des équilibres collectifs. C’est la dissimulation qui permet d’huiler les mécanismes de l’échange. Nulle communauté ne peut, sauf à éclater, décréter l’abolition de l’hypocrisie. La politesse, le tact et le savoir-vivre imposent que, dans de nombreuses circonstances, l’on mente, quand bien même cela ne serait que pour le seul plaisir de le faire. Comme disait Quentin Crisp : « Bien sûr que je mens, mais de façon altruiste, pour le bien de chacun. Le mensonge est la clé de voûte du savoir-vivre. » Les conventions sociales impliquent, englobent et justifient assez ce mensonge, pourtant évident : il s’agit bien d’affirmer quelque chose de faux en sachant pertinemment que c’est faux. Tout se passe donc comme si la société avait elle-même créé un espace pour le « mentir-vrai », c’est-à-dire pour un « mentir déculpabilisé par la fonctionnalité de sa propre rhétorique ».

Ensuite, l’on a recours au mensonge (et au mensonge par omission), paradoxalement, parce que « le vrai fait trop mal » : quel patriote désire, en temps de guerre, lire qu’il se bat pour rien, que la patrie est quasiment perdue, que l’ennemi n’a pas totalement tort, que les responsabilités du conflit sont partagées, que l’on commet autant d’atrocités dans un camp que dans l’autre ? « En temps de guerre, disait Churchill, la vérité est si précieuse qu’elle devrait toujours être protégée par un rempart de mensonges » ; plus prosaïque, Rudyard Kipling relevait que « la première victime de la guerre c’est la vérité ». Voilà pourquoi l’opinion publique accepte qu’au lieu des informations utiles elle reçoive de la propagande, qui est, selon le dictionnaire, « l’activité déployée par un gouvernement, un parti, une association pour répandre dans le public, par les moyens les plus divers, les idées ou tendances qu’ils veulent faire triompher ». On le relèvera : il n’est pas question, dans cette définition, d’une quelconque vérité. Au procès de Nuremberg, on a condamné ceux qui avaient tué, torturé, massacré par discipline. On n’a pas sanctionné ceux, innombrables, qui n’avaient fait que mentir par discipline… Et aujourd’hui encore, le responsable des relations publiques d’une entreprise ne sera pas accusé, pour peu que ses employeurs lui en aient donné l’ordre, d’avoir répercuté sciemment des informations erronées.

La vérité, dès qu’elle fait (ou pourrait faire du) mal, ne constitue plus aujourd’hui un impératif. Dans son Essai sur la manifestation des convictions religieuses publié à Paris en 1852, le philosophe et théologien Alexandre Vinet pouvait encore écrire : « Tout homme a un devoir envers la vérité, avant d’en avoir envers sa position personnelle et cette position même, il n’a pu l’accepter que sous réserve des droits de la vérité, ou plutôt dans l’intérêt de la vérité. » Dans son ouvrage, publié un siècle plus tard (1950), sur La Liberté de la presse, Jacques Bourquin relativisait déjà cette exigence de vérité : le journaliste se doit de « tendre vers la vérité (…). Le rédacteur doit à chaque instant trouver un compromis entre les raisons de pure objectivité — les plus conformes vraisemblablement à l’importance historique des événements et à leur enchaînement — et les considérations dont s’inspirent généralement les lecteurs des journaux. » Aujourd’hui, alors même que l’information porte sur des questions qui sont de plus en plus complexes, occultées et controversées, la règle de la simple véracité semble elle-même désuète : le consommateur n’a jamais été à ce point avide d’« informations », mais se fout de savoir si elles sont vraies ou non, pour autant qu’elles satisfassent son « besoin systématique d’information » !

De là, enfin et surtout, notre sentiment à tous que tout, partout, participe d’une , tromperie généralisée (dopage généralisé dans le sport, généralisation de l’évasion fiscale, perversion généralisée de la finance, effets d’annonce généralisés dans la politique, plagiats systématiques dans la littérature…) qui nous autorise et nous pousse nous aussi à mentir : plutôt que de chercher à réhabiliter la vérité, notre société s’applique à rendre des mensonges de plus en plus nombreux de plus en plus acceptables. Quand un magazine retouche allègrement la silhouette d’une actrice ou d’un mannequin pour sa couverture, il travestit la réalité sur l’autel du rêve et d’un idéal chimérique, incitant inconsciemment tout un chacun à faire pareil avec sa photo de profil sur Facebook. Comme quoi un mensonge en appelle un autre.

**Bernard Mouffe, *Le Droit au mensonge*, Larcier, 2017**

**RÉSUMÉ DE TEXTE** (8 points)

Résumez le texte en 150 mots (avec une marge de plus ou moins 10 %).

Indiquez le nombre de mots à la fin du résumé, en respectant un décompte conforme à celui des typographes : « il n’est pas », « c’est-à-dire », et « le plus grand » comptent respectivement pour 4, 4 et 3 mots.

**QUESTION DE VOCABULAIRE**(2 points)

Expliquez, en vous appuyant sur le contexte, le sens de l’expression « l’un des éléments constitutifs de toute sociabilité »

**DÉVELOPPEMENT** (10 points)

**Dans quelle mesure peut-on affirmer que le mensonge est l’un des éléments constitutifs de toute sociabilité ?**

Vous discuterez cette affirmation en vous appuyant sur votre lecture des œuvres de Laclos, Musset et Arendt au programme.